

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



TOURISME

À PARIS, LA CONCURRENCE ENTRE LES PALACES BAT SON PLEIN **PAGE 18**

ENVIRONNEMENT

LES CRÈMES SOLAIRES, UN DANGER POUR LES OCÉANS **PAGE 26**



EXÉCUTIF

À Toulouse, Philippe face aux inquiétudes des citoyens **PAGE 5**

AFGHANISTAN

À Kaboul, les vivants habitent avec les morts entre les tombes **PAGE 8**

SÉCURITÉ

Manifestations violentes: Beauvau veut affiner la riposte **PAGE 9**

SANTÉ

La difficile interprétation des examens biologiques **PAGE 11**

INTERNET

Scott Galloway: « Il est temps de démanteler les Gafa » **PAGE 16**

ZONE EURO

Intenses tractations sur la dette de la Grèce **PAGE 20**

SYNDICAT

Berger réélu largement à la tête d'une CFDT unie sur sa ligne **PAGE 21**

CHAMPS LIBRES

- La grande fracture démocratique
- La tribune de Camille Pascal
- La tribune d'Alain Bauer
- Le bloc-notes d'Ivan Rioufol
- L'analyse de Charles Sapin

PAGES 13 À 15

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de jeudi: Pensez-vous que les députés travaillent trop?

OUI 7% **NON 93%**

TOTAL DE VOTANTS : 49941

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr

Êtes-vous favorable à une loi contre les fake news ?

HOTEL LUTECIA - JEAN-CHRISTOPHE MARMARA/LE FIGARO

Levée de boucliers contre la loi sur les « fake news »

Le texte examiné par les députés depuis jeudi crée la polémique. Il lui est reproché, au nom de la lutte contre la propagation de fausses nouvelles, de mettre en danger la liberté d'expression.

Les députés ont débuté jeudi l'examen du projet controversé visant à lutter contre la diffusion de fausses informations, aussi appelées « fake news ». Cette proposition de loi répond à un souhait d'Emmanuel Macron formulé lors de ses vœux à la presse en début d'année. Le texte doit permettre aux personnes qui s'estimeraient victimes d'engager une procédure en référé, sous deux jours, pour suspendre la diffusion de « fake news » pendant les périodes électorales. À droite comme à gauche, il est décrié et présenté comme une atteinte à la liberté de la presse et à la liberté d'expression. Benjamin Griveaux estime au contraire que les mesures prévues permettront de « mieux exercer la démocratie ».

→ LES SAGES FACE AU FLOU DES DÉFINITIONS → UN TEXTE PLUS INUTILE QUE DANGEREUX → SIX QUESTIONS POUR COMPRENDRE LA PROPOSITION DE LOI → INQUIÉTUDES DE TOUS BORDS SUR UNE INFORMATION SURVEILLÉE PAGES 2, 3, 16 ET L'EDITORIAL

Au cœur des polémiques, Gérard Collomb soutenu par l'opinion

Les propos tenus par le ministre de l'Intérieur sur les migrants sont largement approuvés par les Français. Selon un sondage Odoxa pour *Le Figaro* et France Info, 60 % des personnes interrogées sont d'accord avec lui. **PAGE 4**



Les partisans d'un Brexit dur mettent Theresa May sous pression

Le gouvernement britannique a publié, jeudi, son plan B pour régler la question de la frontière irlandaise après le Brexit, qui prévoit un alignement sur les règles douanières de l'UE destiné à prendre fin d'ici à la fin 2021. Cette publication intervient sur fond de tensions au sein du gouvernement avec les tenants d'un Brexit dur craignant que cette solution ne finisse par s'éterniser et vider de son sens la sortie de l'UE. **PAGE 6**

ÉDITORIAL, par Vincent Trémolet de Villers vtremolet@lefigaro.fr

Fausses nouvelles, vrais périls

« **P**rends bien soin que se diffuse concernant tes concurrents une rumeur infamante de crime, d'immoralité ou de corruption accordée à leurs mœurs », recommandait Quintus Ciceron dans son *Petit manuel de campagne électorale*. C'était il y a deux mille ans. Depuis, le mensonge et la propagande continuent d'accompagner la politique, mais, sur le continent numérique, terre de l'immédiateté, de la compulsion et de l'hyperbole, ils prennent des proportions délirantes. Réputations brisées, calomnies relayées, images trafiquées, les possibilités de manipulation des esprits sont sans limite. Pour les réduire, le gouvernement a élaboré une loi de circonstance qui prétend trier le bon grain de l'information de l'ivraie des fausses nouvelles. Un texte complexe, probablement inopérant, préoccupant par endroits et qui déjà réveille la passion française de la liberté. Plutôt que de promouvoir l'éducation, la culture, la distance, le silence, le discernement, tout ce qui permet de penser et donc de déjouer les « fakes news », le projet de loi veut faire appel au juge. Le journalisme et les vérités officielles n'ont ja-

mais fait bon ménage, et toute intrusion dans le magnifique premier article de la loi de 1881 sur la presse - « L'imprimerie et la librairie sont libres » - ramène à la vitesse de l'éclair au « Miniver », le ministère de la Vérité dans la novlangue de 1984...

Ce texte, en outre, oublie le véritable péril. On pourrait l'appeler : « silicisation de l'information ». Cette mainmise des grands groupes californiens, les fameux Gafa, qui ne se soucient ni de la vérité ni du mensonge, mais simplement de l'audience. Pour l'atteindre, ces plateformes (qui vivent hors du droit fiscal et du droit commun) mêlent les articles de journaux et les bouillottes insanes afin de s'emparer de la quasi-intégralité du marché publicitaire et tuer à terme les médias traditionnels. Si rien n'est fait, dans quelques années, nous ne lirons plus en Europe que des « informations » produites, directement ou indirectement, par une poignée de « fabriques » californiennes, russes ou chinoises. Vous likez ? ■

IWC PORTUGIESE. LA LÉGENDE PARMIL LES ICÔNES.

Portugieser Chronographe. Réf. 3714

IWC Boutique Paris - 3-5, rue de la Paix - 75002 Paris
Tél. +33 1 58 18 14 98 - www.iwc.com

FOLLOW US ON:

IWC
SCHAFFHAUSEN

M 00108 508 F 2.60 €

AND: 3.80 € - BEL: 2.60 € - CH: 4.00 FS - CAN: 5.40 SC - D: 3.20 € - A: 3.50 € - ESP: 2.90 € - CANARIEN: 3.00 € - GB: 2.50 € - GR: 3.20 € - DOM: 3.00 € - ITA: 3.00 €
LUX: 2.60 € - NL: 3.20 € - PORT: CONT: 3.00 € - MAR: 22 DH - TUN: 4.20 DT - ZONE CFA: 2.300 CFA ISSN 0182.5852



Caroline Sallé et Lucie Ronfaut

@carolinesalle @LucieRonfaut

Les géants du Web sont autant adulés que craints. La crise que traverse Facebook depuis plusieurs mois, avec le scandale Cambridge Analytica (l'exploitation frauduleuse des données de 87 millions de personnes dans le monde), en est la preuve. Malgré les révélations, le réseau social n'a pas perdu d'utilisateurs. Scott Galloway est entrepreneur et professeur de marketing à l'université de New York. Dans son livre *The Four. Le règne des quatre* (Éditions Quanto, mai 2018), il dissèque la puissance et le succès des Gafa (Google, Apple, Facebook, Amazon).

LE FIGARO. - Que penser des excuses de Mark Zuckerberg dans l'affaire Cambridge Analytica ?

SCOTT GALLOWAY. - Mark Zuckerberg est sans doute sincèrement désolé. Mais pour quelle raison ? Est-il navré d'avoir mis en danger notre démocratie ou plutôt d'avoir abîmé la réputation de son entreprise ? En réalité, il s'excuse pour quelque chose qu'il n'a pas vraiment cherché à éviter. Facebook n'a jamais mis en place les protections nécessaires pour se protéger d'acteurs peu scrupuleux.

De nombreuses personnes ont peur de Facebook. Pourtant, le réseau social n'a jamais eu autant d'utilisateurs. Comment expliquez-vous ce paradoxe ?

Notre démocratie est en danger et tout le monde s'en moque ! Les consommateurs sont en colère, mais ils le manifestent sur Facebook ou Instagram ! Quant aux annonceurs, très peu ont renoncé à diffuser des publicités sur Facebook. C'est le risque de la concentration des pouvoirs : Facebook ou Google sont incontournables, puisqu'ils dominent le marché de la publicité en ligne. C'est la configuration idéale pour que tout aille mal.



RENCONTRE

« Amazon ou Facebook ne sont pas maléfiques. Simplement, ces sociétés sont devenues beaucoup trop puissantes et abîment le droit à la concurrence des plus petites entreprises ».

DPA/ABACA

Scott Galloway : « Il est temps de démanteler les Gafa »

L'entrepreneur et professeur de marketing aux États-Unis alerte sur les dangers que représentent aujourd'hui les géants des technologies.

Comment sommes-nous devenus si dépendants ? Facebook, Apple, Amazon ou Google proposent d'excellents services. En un sens, ces sociétés méritent leur succès. Elles font ce qu'une entreprise est censée faire : générer des profits et créer de la valeur pour les actionnaires et les employés. Ce sont nous, citoyens, qui ne faisons pas notre travail. Nous avons échoué à élire des représentants capables de contrôler ces entreprises et de les tenir responsables de leurs actes.

Quelles sont les solutions ?

Il est temps de démanteler ces entreprises. Non pas qu'Amazon ou Facebook soient maléfiques. Simplement, ces sociétés sont devenues beaucoup trop puissantes et abîment le droit à la concurrence des plus petites entreprises. Aux États-Unis et en Europe, nous disposons auparavant d'un système capable de les sanctionner. Le cas le plus célèbre est celui de Bell, une entreprise spécialisée dans la téléphonie, démantelée dans les années 1980 par la justice américaine. Ces mêmes autorités n'ont rien fait devant la montée en puissance de Google, Apple, Facebook ou Amazon.

Que pensez-vous de l'approche européenne ?

L'Europe est moins naïve que les États-Unis face aux grandes entreprises de nouvelles technologies. Aux États-Unis, nous sommes encore fascinés par les milliardaires et les innovateurs. Nous sommes plus indulgents envers ces entreprises qu'envers celles d'autres secteurs industriels. Facebook n'a subi aucune répercussion pour son rôle indirect dans l'élection présidentielle américaine. Ces entreprises sont si puissantes que, même lorsqu'elles font des erreurs, nous sommes incapables de sévir !

Les États-Unis tardent-ils à réagir parce que ces entreprises symbolisent la puissance américaine ?

En partie. Les États-Unis ne veulent pas punir leurs héros. Ils sont par ailleurs très inquiets de la montée en puissance des entreprises chinoises de nouvelles technologies. Pourtant, le démantèlement de sociétés comme Facebook ou Google constituerait une bonne chose pour l'économie américaine. Cela serait positif pour l'emploi, pour les embauces, pour l'innovation, pour la circulation des brevets... Le démantèlement n'a rien à voir avec un discours socialiste ou de gauche. Il s'agit d'une décision logique dans un univers capitaliste. Un marché sain a besoin d'oxygène.

Des voix s'élèvent aussi contre ce monopole au sein même de la Silicon Valley...

Cela me paraît d'autant plus intéressant que ces personnes disposent d'une parfaite connaissance du pouvoir et des intérêts de ces entreprises. Quand un proche du roi est inquiet de la manière dont est géré le royaume, nous devrions l'écouter.

Votre livre raconte une histoire qui s'est déroulée sur quinze ans. Comment voyez-vous le futur de ces entreprises ?

Une poignée d'entreprises aura la mainmise sur notre économie. Mécaniquement, notre croissance ralentira. Nous sommes déjà dans une ère de monopoles. Les États-Unis ne veulent plus créer des milliardaires mais héberger les premiers trillionnaires au monde. C'est un projet dangereux, nous avons tout à y perdre. L'Amérique est en train de devenir le fief de 3 millions de seigneurs régnant sur 350 millions de serfs. Il n'a jamais été aussi facile de devenir milliardaire, mais il n'a jamais été aussi difficile de devenir millionnaire. ■

L'Europe est moins naïve que les États-Unis face aux grandes entreprises de nouvelles technologies. Aux États-Unis, nous sommes encore fascinés par les milliardaires et les innovateurs

SCOTT GALLOWAY